

Informations de base	
<b>2001/0317(COD)</b>	Procédure terminée
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive	
Sécurité routière: rétroviseurs, systèmes de vision indirecte des véhicules (modif. directive 70/156/CEE, abrog. directive 71/127/CEE)	
Abrogation <a href="#">2008/0100(COD)</a>	
<b>Subject</b>	
3.20.06 Réglementation des transports, sécurité routière, contrôle technique, permis 3.40.03 Industrie automobile, cycle et motocycle, véhicules utilitaires et agricoles	

Acteurs principaux																						
Parlement européen	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Commission au fond</th> <th>Rapporteur(e)</th> <th>Date de nomination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>JURI Juridique et marché intérieur</td><td>GARGANI Giuseppe (PPE-DE)</td><td>19/02/2002</td></tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Commission au fond précédente</th> <th>Rapporteur(e) précédent(e)</th> <th>Date de nomination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>JURI Juridique et marché intérieur</td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Commission pour avis précédent(e)</th> <th>Rapporteur(e) pour avis précédent(e)</th> <th>Date de nomination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>ITRE Industrie, commerce extérieur, recherche, énergie</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>RETT Politique régionale, transports et tourisme</td><td>La commission a décidé de ne pas donner d'avis.</td><td></td></tr> </tbody> </table>	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination	JURI Juridique et marché intérieur	GARGANI Giuseppe (PPE-DE)	19/02/2002	Commission au fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination	JURI Juridique et marché intérieur			Commission pour avis précédent(e)	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination	ITRE Industrie, commerce extérieur, recherche, énergie			RETT Politique régionale, transports et tourisme	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination																				
JURI Juridique et marché intérieur	GARGANI Giuseppe (PPE-DE)	19/02/2002																				
Commission au fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination																				
JURI Juridique et marché intérieur																						
Commission pour avis précédent(e)	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination																				
ITRE Industrie, commerce extérieur, recherche, énergie																						
RETT Politique régionale, transports et tourisme	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.																					
Conseil de l'Union européenne	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Formation du Conseil</th> <th>Réunions</th> <th>Date</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Emploi, politique sociale, santé et consommateurs</td><td>2535</td><td>2003-10-20</td></tr> <tr> <td>Agriculture et pêche</td><td>2500</td><td>2003-04-08</td></tr> </tbody> </table>	Formation du Conseil	Réunions	Date	Emploi, politique sociale, santé et consommateurs	2535	2003-10-20	Agriculture et pêche	2500	2003-04-08												
Formation du Conseil	Réunions	Date																				
Emploi, politique sociale, santé et consommateurs	2535	2003-10-20																				
Agriculture et pêche	2500	2003-04-08																				
Commission européenne	<table border="1"> <thead> <tr> <th>DG de la Commission</th> <th>Commissaire</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME</td><td></td></tr> </tbody> </table>	DG de la Commission	Commissaire	Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME																		
DG de la Commission	Commissaire																					
Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME																						

Evénements clés				
Date	Événement	Référence	Résumé	
07/01/2002	Publication de la proposition législative	COM(2001)0811 	Résumé	
16/01/2002	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture			
27/03/2002	Vote en commission, 1ère lecture			
09/04/2002	Décision du Parlement, 1ère lecture	T5-0138/2002	Résumé	
08/04/2003	Publication de la position du Conseil	10880/1/2002	Résumé	
10/04/2003	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 2ème lecture			
17/06/2003	Vote en commission, 2ème lecture		Résumé	
17/06/2003	Dépôt de la recommandation de la commission, 2ème lecture	A5-0234/2003		
01/07/2003	Décision du Parlement, 2ème lecture	T5-0310/2003	Résumé	
20/10/2003	Approbation de l'acte par le Conseil, 2ème lecture			
10/11/2003	Signature de l'acte final			
10/11/2003	Fin de la procédure au Parlement			
29/01/2004	Publication de l'acte final au Journal officiel			

Informations techniques	
Référence de la procédure	2001/0317(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Directive
Modifications et abrogations	Abrogation 2008/0100(COD)
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 095 Règlement du Parlement EP 52-p1
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	JURI/5/16152

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T5-0138/2002 JO C 127 29.05.2003, p. 0025-0088 E	09/04/2002	Résumé
Recommandation déposée de la commission, 2e lecture		A5-0234/2003	17/06/2003	
		T5-0310/2003		

**Conseil de l'Union**

Type de document	Référence	Date	Résumé
Déclaration du Conseil sur sa position	06848/2003	27/02/2003	
Position du Conseil	10880/1/2002 JO C 214 09.09.2003, p. 0007-0051	08/04/2003	Résumé

**Commission Européenne**

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2001)0811  JO C 126 28.05.2002, p. 0225 E	07/01/2002	Résumé
Communication de la Commission sur la position du Conseil	SEC(2003)0435 	08/04/2003	Résumé
Avis de la Commission sur la position du Parlement en 2ème lecture	COM(2003)0547 	12/09/2003	Résumé

**Autres Institutions et organes**

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES0512/2002 JO C 149 21.06.2002, p. 0005	24/04/2002	

**Informations complémentaires**

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

**Acte final**

Directive 2003/0097  
JO L 025 29.01.2004, p. 0001-0045

Résumé

## Sécurité routière: rétroviseurs, systèmes de vision indirecte des véhicules (modif. directive 70/156/CEE, abrog. directive 71/127/CEE)

2001/0317(COD) - 08/04/2003 - Communication de la Commission sur la position du Conseil

La Commission a fait une déclaration dans laquelle elle déplore que la période de transition de 36 mois prévue pour l'application obligatoire des prescriptions relatives à la réception des rétroviseurs et des systèmes supplémentaires de vision indirecte ne couvre pas l'ensemble des catégories de nouveaux véhicules et composants et qu'une période de transition de 72 mois ait été privilégiée par le Conseil pour les voitures particulières, les

véhicules utilitaires légers et leurs composants. La Commission appuie toutefois la position commune afin d'éviter tout retard supplémentaire en ce qui concerne l'entrée en vigueur de la directive.

## **Sécurité routière: rétroviseurs, systèmes de vision indirecte des véhicules (modif. directive 70/156/CEE, abrog. directive 71/127/CEE)**

2001/0317(COD) - 08/04/2003 - Position du Conseil

La position commune, adoptée à l'unanimité, contient plusieurs changements par rapport à la proposition initiale, mais elle n'en modifie pas l'orientation générale. Les principales modifications apportées concernent les périodes de transition et une restructuration des annexes techniques: - l'application de la directive en ce qui concerne les rétroviseurs frontaux de classe VI en tant que composants et leur installation sur les véhicules est postposée de 12 mois; - la période de transition applicable aux types existants de voitures particulières (M1) et de véhicules utilitaires légers (N1) passe de 36 à 72 mois. Les dates d'application relatives aux véhicules plus lourds destinés au transport de passagers et de marchandises (M2, M3, N2, N3) ne sont pas modifiées; - la période de transition permettant aux États membres de réceptionner les pièces de rechange destinées aux véhicules approuvés en vertu de l'ancien régime, passe de 12 à 36 mois; - la position commune introduit une référence aux véhicules articulés spéciaux composés d'un moins trois parties rigides articulées telles qu'elles sont définies dans la directive 2001/85/CE sur les bus; - en conformité avec l'extension de la période de transition, l'étude de la Commission ayant trait aux répercussions de la modification sur les usagers de la route vulnérables sera maintenant réalisée dans un délai de 72 mois, au lieu de quatre ans, à compter de la date d'entrée en vigueur de la directive; - les mesures nécessaires à prendre par les États membres pour se conformer à la directive devront intervenir dans les 12 mois après l'entrée en vigueur de la présente directive au lieu des 9 mois suivant son adoption; - la directive 71/127/CEE ne sera abrogée que 72 mois, au lieu de 24, après l'entrée en vigueur de la directive. - Annexe I : certaines définitions ont été explicitées et la structure de l'annexe a été modifiée. L'annexe comprend également les dispositions administratives d'homologation et de réception CE; - Annexe II : l'exigence selon laquelle les véhicules des catégories M1 et N1 doivent être équipés d'une partie asphérique additionnelle sur les rétroviseurs extérieurs des classes II et III a été supprimée; - Annexe III : pour les véhicules de la catégorie N2 dont le poids est inférieur ou égal à 7,5 t, l'installation de rétroviseurs des classes IV, V et VI devient facultative. Les prescriptions relatives à la hauteur d'installation des rétroviseurs de la classe V ont été étendues aux rétroviseurs de la classe VI. Une nouvelle prescription concernant le champ de vision arrière a été introduite pour les véhicules des catégories M2 et M3 ainsi que pour les véhicules de ramassage des ordures de catégorie N2 dont le poids est supérieur à 7,5 t et les véhicules de catégorie N3.

## **Sécurité routière: rétroviseurs, systèmes de vision indirecte des véhicules (modif. directive 70/156/CEE, abrog. directive 71/127/CEE)**

2001/0317(COD) - 01/07/2003 - Texte adopté du Parlement, 2ème lecture

En adoptant la recommandation pour la deuxième lecture de M. Giuseppe GARGANI (PPE-DE, I), le Parlement européen a approuvé la position commune sous réserve d'un amendement. Pour le Parlement, les dispositions de la présente directive contribuent également à établir un niveau élevé de protection dans le contexte de l'harmonisation internationale de la législation dans ce domaine. Par conséquent, aussitôt que possible après l'adoption de la présente directive, la Commission devra présenter une proposition à la Commission économique pour l'Europe des Nations unies, en vue d'aligner les dispositions du règlement n° 46 de la CEENU sur les dispositions de la présente directive.

## **Sécurité routière: rétroviseurs, systèmes de vision indirecte des véhicules (modif. directive 70/156/CEE, abrog. directive 71/127/CEE)**

2001/0317(COD) - 12/09/2003 - Avis de la Commission sur la position du Parlement en 2ème lecture

La Commission accepte l'amendement à la position commune adopté par le Parlement européen en deuxième lecture et modifie sa proposition en conséquence. Cet amendement concerne l'introduction d'un nouveau paragraphe 7a dans l'article 2 imposant à la Commission de soumettre une proposition à la Commission économique pour l'Europe des Nations unies visant à aligner les dispositions du règlement 46 de l'UN/ECE sur les dispositions de la présente directive. La Commission accepte cet amendement puisqu'il est dans son propre intérêt, dans le contexte de l'harmonisation internationale des législations, de contribuer à établir un haut niveau de protection en soumettant une proposition à l'UN/ECE aussitôt que possible après l'adoption de la présente directive.

## **Sécurité routière: rétroviseurs, systèmes de vision indirecte des véhicules (modif. directive 70/156/CEE, abrog. directive 71/127/CEE)**

2001/0317(COD) - 10/11/2003 - Acte final

**OBJECTIF :** améliorer la sécurité des usagers de la route en augmentant les performances des rétroviseurs et en accélérant l'introduction de nouvelles technologies permettant d'élargir le champ de vision indirecte des conducteurs d'autocar, de bus et de camion. **ACTE LÉGISLATIF:** Directive 2003/97/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la réception ou l'homologation des dispositifs de vision indirecte et des véhicules équipés de ces dispositifs, modifiant la directive 70/156/CEE et abrogeant la directive 71/127/CEE. **CONTENU :** basée sur les résultats d'études et de recherches que la Commission a discutés avec les États membres, l'industrie et les autres parties

intéressées, la nouvelle directive introduit des dispositions spécifiques de réduction de l'"angle mort" dans la directive existante sur les rétroviseurs, telle que modifiée en dernier lieu en 1988. Le Conseil a approuvé l'amendement adopté par le Parlement européen en seconde lecture. Les principaux changements concernent : - l'installation de rétroviseurs supplémentaires sur certains véhicules (rétroréflecteurs frontaux sur les camions, rétroréflecteurs extérieurs du côté passager, rétroréflecteurs asphériques sur les voitures particulières et les véhicules utilitaires légers); - l'adaptation au progrès technique les caractéristiques des rétroréflecteurs (par exemple, la courbure de la surface des rétroréflecteurs principaux passe de 1800 mm à 1200 mm); - le remplacement de certains rétroréflecteurs par d'autres systèmes de vision indirecte, tels que des systèmes à caméra-moniteur. La directive introduit pour la première fois des prescriptions obligatoires harmonisées pour la procédure de réception des rétroréflecteurs et des systèmes de vision indirecte équipant les véhicules automobiles de plus grande taille dans l'Union européenne. Au plus tard le 26 janvier 2010, la Commission réalisera une étude détaillée en vue de déterminer si les modifications introduites par la présente directive ont un effet positif sur la sécurité de la circulation routière, en particulier celle des piétons, des cyclistes et d'autres usagers vulnérables de la route. Sur la base des conclusions de l'étude, la Commission proposera, le cas échéant, des mesures législatives complémentaires destinées à améliorer davantage la situation existante en matière de vision indirecte. ENTRÉE EN VIGUEUR : 29/01/2004. MISE EN OEUVRE : 26/01/2005.

## **Sécurité routière: rétroréflecteurs, systèmes de vision indirecte des véhicules (modif. directive 70/156/CEE, abrog. directive 71/127/CEE)**

2001/0317(COD) - 09/04/2002 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a approuvé la proposition de directive (procédure sans rapport).

## **Sécurité routière: rétroréflecteurs, systèmes de vision indirecte des véhicules (modif. directive 70/156/CEE, abrog. directive 71/127/CEE)**

2001/0317(COD) - 07/01/2002 - Document de base législatif

OBJECTIF : la proposition de directive vise à améliorer la sécurité des usagers de la route par la modification des prescriptions de construction de certains composants, l'introduction de nouvelles technologies destinées à étendre le champ de vision indirecte pour les conducteurs de véhicules à moteur des catégories M (transport de personnes) et N (transport de marchandises) et la réduction des angles morts autour des véhicules. CONTENU : les principales modifications envisagées de la directive 71/127/CEE sont les suivantes: - l'application de la directive devient obligatoire pour toutes les catégories de véhicules au lieu d'être simplement volontaire dans le cadre du système de réception des véhicules utilitaires lourds et légers; - des rétroréflecteurs supplémentaires doivent être installés sur certains véhicules (rétroréflecteurs frontaux sur les camions, rétroréflecteurs extérieurs du côté du passager sur les véhicules affectés au transport de personnes, rétroréflecteurs asphériques sur les véhicules des catégories M1 et N1) afin d'étendre le champ de vision indirecte; - certaines caractéristiques des rétroréflecteurs (par exemple, la courbure de la surface des rétroréflecteurs principaux passe de 1800 mm à 1200 mm) sont adaptées au progrès technique afin d'étendre le champ de vision indirecte; - certains rétroréflecteurs peuvent être remplacés par d'autres systèmes de vision indirecte, tels que des systèmes à caméra-moniteur.